



LEXIQUE DES DROITS ET DES DÉMARCHES



VIOLENCES



JUSTICE



HANDICAP



PROTECTION
DE L'ENFANCE



VIE
QUOTIDIENNE

PARCE QU'ON A LE DROIT DE COMPRENDRE CE QU'ON LIT.

Courriers administratifs, démarches, justice, protection de l'enfance, handicap, violences... certains mots peuvent sembler compliqués ou inconnus.

Ce lexique t'aide à comprendre simplement les termes les plus fréquents afin de mieux t'orienter dans tes démarches et de connaître tes droits.

Tu peux le garder avec tes autres documents, ou le relire avant un rendez-vous.



Classement alphabétique de A à Z

SOMMAIRE

A	Page 3 à 4	N	Page 26
B	Page 5	O	Page 27
C	Page 6 à 8	P	Page 28 à 30
D	Page 9 à 11	Q	Page 31
E	Page 12 à 13	R	Page 32 à 33
F	Page 14 à 15	S	Page 34 à 35
G	Page 16	T	Page 36
H	Page 17	U	Page 37
I	Page 18 à 19	V	Page 38 à 39
J	Page 20	W	Page 40
K	Page 21	X	Page 41
L	Page 22	Y	Page 42
M	Page 23 à 25	Z	Page 43

COMMENT UTILISER CE LEXIQUE ?



Cherche le mot dont tu as besoin.



Lis la définition simple et claire.



Repère les encadrés “À savoir” pour mieux comprendre les notions importantes.



Ce lexique n'est pas exhaustif mais il regroupe les termes les plus fréquents.



AAH (Allocation aux Adultes Handicapés)

Aide financière destinée aux personnes en situation de handicap dont les ressources sont limitées.

AEMO (Action Éducative en Milieu Ouvert)

Mesure d'accompagnement visant à protéger un enfant tout en lui permettant de rester dans son milieu de vie habituel.

Administrateur·rice ad hoc

Personne désignée par la justice pour représenter les intérêts d'un enfant lorsqu'ils sont différents de ceux de ses parents.

Agrément

Autorisation officielle permettant à une personne ou à une structure d'exercer certaines activités.

Agression sexuelle

Acte à caractère sexuel imposé sans consentement. Contrairement au viol, il n'y a pas de pénétration.

Aide juridictionnelle

Aide financière de l'État permettant de payer tout ou partie des frais de justice lorsque les revenus sont modestes.

Aide sociale à l'enfance (ASE)

Service du Département chargé de protéger les enfants en danger ou en risque de danger.

i À savoir :

L'ASE peut intervenir de différentes manières : accompagnement à domicile, accueil provisoire ou mesures décidées par un juge.

Aide d'urgence

Aide ponctuelle accordée lorsqu'une personne rencontre une difficulté financière ou sociale importante.

ALD (Affection Longue Durée)

Dispositif permettant une prise en charge renforcée de certains soins médicaux liés à une maladie chronique ou grave.

**Allocataire**

Personne qui reçoit une aide ou une prestation sociale.

Allocation

Somme d'argent versée régulièrement à une personne selon sa situation.

Antisémitisme

Hostilité, préjugés, discriminations ou violences visant les personnes juives ou perçues comme telles.

APL (Aide Personnalisée au Logement)

Aide financière versée par la CAF pour réduire le coût du logement.

Audience

Moment où une affaire est examinée par une juridiction (qui inclut tribunal, conseil des prud'hommes, cour d'appel)

Autorité parentale

Ensemble des droits et devoirs des parents envers leur enfant jusqu'à sa majorité.

Attestation d'hébergement

Document indiquant qu'une personne est hébergée chez quelqu'un.

Attestation sur l'honneur

Déclaration écrite et signée permettant de confirmer une situation ou un fait.

Avocat·e

Professionnel·le du droit chargé·e de conseiller, assister ou défendre une personne.



Bail

Contrat de location signé entre un propriétaire et un locataire.

Ce document précise notamment :

- le montant du loyer ;
 - les droits et obligations de chacun ;
 - la durée de la location.
-

Bénéficiaire

Personne qui reçoit une aide, une prestation ou un droit.

Par exemple, une personne qui perçoit le RSA, l'AAH ou une aide au logement est bénéficiaire de cette aide.

Bureau d'aide juridictionnelle

Service chargé d'examiner les demandes d'aide juridictionnelle.

Il vérifie notamment les ressources de la personne afin de déterminer si l'État peut prendre en charge tout ou partie des frais de justice.

① À savoir

La demande d'aide juridictionnelle peut généralement être déposée avant ou pendant une procédure judiciaire.

**CADA (Centre d'Accueil pour Demandeurs d'Asile)**

Structure qui accueille et accompagne les personnes demandant l'asile en France pendant l'étude de leur demande.

CAF (Caisse d'Allocations Familiales)

Organisme qui verse différentes aides financières selon la situation de la personne ou de la famille (aides au logement, allocations familiales, RSA, prime d'activité, etc.).

Carte Mobilité Inclusion (CMI)

Carte accordée à certaines personnes en situation de handicap ouvrant différents droits selon leur situation (priorité, stationnement ou invalidité).

CCAS (Centre Communal d'Action Sociale)

Service social de la mairie qui informe, oriente et peut attribuer certaines aides ou accompagnements.

CDAD (Conseil Départemental de l'Accès au Droit)

Structure qui facilite l'accès gratuit à l'information juridique et oriente vers les professionnel·les compétent·es.

Certificat médical

Document rédigé par un médecin décrivant un état de santé, des symptômes ou des blessures.

Certificat médical initial

Document établi après des violences ou un accident afin de constater les blessures observées. Il peut constituer un élément utile dans certaines démarches ou procédures.

CHRS (Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale)

Structure proposant un hébergement temporaire et un accompagnement social aux personnes en difficulté.

CIDFF (Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles)

Association proposant gratuitement des informations sur les droits, la parentalité, l'emploi, la vie familiale ou les violences.



Classement sans suite

Décision du procureur de ne pas engager de poursuites judiciaires à ce stade. Cela ne signifie pas nécessairement que les faits n'ont pas existé.

i À savoir

Un classement sans suite peut parfois être contesté ou faire l'objet de nouvelles démarches selon la situation.

Conciliation

Recherche d'un accord amiable entre plusieurs personnes en conflit, dans lequel le conciliateur de justice aide les parties en litige à trouver un accord.

Consentement

Accord donné librement, de manière éclairée et sans pression.

Le consentement peut être retiré à tout moment.

L'absence de refus ne vaut pas consentement.

Constitution de partie civile

Démarche permettant à une victime de demander réparation de son préjudice dans le cadre d'une procédure pénale.

Contrôle coercitif

Ensemble de comportements visant à contrôler, surveiller ou limiter progressivement la liberté d'une personne.

Cela peut concerner :

- les déplacements ;
- les relations sociales ;
- les finances ;
- les communications ;
- les décisions du quotidien.

i À savoir

Le contrôle coercitif peut exister même en l'absence de violences physiques.

Contrôle judiciaire

Mesure imposant certaines obligations ou interdictions à une personne dans le cadre d'une procédure pénale.



Convocation

Document demandant à une personne de se présenter à un rendez-vous, une audience ou un entretien.

CPAM (Caisse Primaire d'Assurance Maladie)

Organisme chargé de gérer l'Assurance Maladie et certaines prestations liées à la santé.

Cyberharcèlement

Forme de harcèlement exercée au moyen d'outils numériques.

Le cyberharcèlement peut avoir lieu :

- sur les réseaux sociaux ;
- par SMS ;
- par messagerie instantanée ;
- par e-mail ;
- sur des forums ou des plateformes de jeux en ligne.

i À savoir

Le cyberharcèlement est puni par la loi, y compris lorsqu'il est commis par plusieurs personnes ou sous couvert d'anonymat.

Curatelle

Mesure de protection permettant à une personne d'être accompagnée dans certaines démarches importantes tout en conservant une partie de son autonomie.

**Danger**

Situation susceptible de porter atteinte à la santé, à la sécurité ou au développement d'une personne, notamment d'un enfant.

Déclaration de main courante

Voir « Main courante ».

Défenseur des droits

Institution indépendante qui aide les personnes confrontées à une injustice, une discrimination ou un dysfonctionnement administratif.

Délibéré

Période durant laquelle le tribunal examine les éléments d'une affaire avant de rendre sa décision.

Délit

Infraction plus grave qu'une contravention mais moins grave qu'un crime.
Exemples : harcèlement, violences volontaires, agression sexuelle, vol.

Déni

Mécanisme de protection psychologique qui conduit une personne à ne pas reconnaître totalement ou partiellement une réalité difficile à accepter.
Le déni peut concerner une victime, un proche ou un auteur de violences.

Dénonciation calomnieuse

Fait d'accuser volontairement une personne en sachant que les faits dénoncés sont faux.

Dépendance administrative

Situation dans laquelle une personne dépend d'une autre pour accéder à ses documents, effectuer ses démarches ou faire valoir ses droits.

Dépendance économique

Situation dans laquelle une personne dépend financièrement d'une autre, ce qui peut limiter son autonomie ou sa capacité à quitter une situation de violences.



Dépendance traumatique

Lien émotionnel complexe pouvant se développer dans certaines situations de violences ou d'emprise.

La personne peut ressentir des difficultés à s'éloigner de l'auteur des violences malgré la souffrance vécue.

Dépôt de plainte

Démarche officielle permettant de signaler une infraction à la police, à la gendarmerie ou au procureur de la République.

i À savoir

Déposer plainte ne garantit pas automatiquement des poursuites, mais permet à la justice d'examiner les faits signalés.

Dissociation

Mécanisme de protection psychique pouvant donner l'impression d'être déconnecté-e de soi-même, de ses émotions ou de la réalité.

Dissociation traumatique

Forme de dissociation liée à un traumatisme.

Elle peut provoquer une sensation d'irréalité, d'absence, d'engourdissement émotionnel ou l'impression d'observer la situation de l'extérieur.

i À savoir

La dissociation est une réaction fréquente après un traumatisme. Elle ne signifie pas que la personne invente ou exagère ce qu'elle a vécu.

Domiciliation

Adresse administrative permettant de recevoir du courrier lorsqu'on ne dispose pas d'un logement stable.

Dossier MDPH

Demande adressée à la Maison Départementale des Personnes Handicapées afin d'obtenir certains droits, aides ou reconnaissances liés au handicap.



Double contrainte

Situation dans laquelle une personne reçoit deux messages contradictoires ou incompatibles.

Quelle que soit sa réaction, elle risque d'être critiquée ou sanctionnée.

Exemple :

- soit "se voir reprocher de parler/taire",
 - soit "reprocher à qqn de parler/se taire"
-

Droit d'alerte

Possibilité reconnue à certaines personnes ou professionnel·les de signaler une situation préoccupante ou dangereuse.

Droit au séjour

Droit pour une personne étrangère de résider légalement sur le territoire français sous certaines conditions.

Droit de retrait

Droit permettant à un salarié de quitter temporairement une situation de travail lorsqu'il estime qu'elle présente un danger grave et imminent pour sa santé ou sa sécurité.

Droit de visite et d'hébergement

Organisation permettant à un parent de voir ou d'accueillir son enfant après une séparation ou dans certaines situations familiales.

Discrimination

Traitement défavorable fondé sur un critère interdit par la loi (origine, sexe, handicap, religion, orientation sexuelle, âge, état de santé, etc.).

Discrimination directe

Situation dans laquelle une personne est traitée moins favorablement qu'une autre en raison d'un critère protégé par la loi.

Discrimination indirecte

Règle, pratique ou organisation apparemment neutre qui désavantage particulièrement certaines personnes ou certains groupes.



Écoute active

Manière d'écouter une personne avec attention, sans jugement, en lui laissant l'espace pour s'exprimer.

Emprise

Mécanisme de domination qui réduit progressivement la liberté, la confiance en soi et la capacité de décision d'une personne.

i À savoir

L'emprise peut rendre difficile l'identification des violences ou le fait de quitter une situation dangereuse.

Enfant co-victime

Enfant exposé à des violences au sein de son environnement familial, même lorsqu'il n'en est pas directement la cible.

i À savoir

Voir ou entendre des violences peut avoir des conséquences importantes sur le développement et la santé d'un enfant.

Enquête sociale

Évaluation réalisée par un professionnel afin de mieux comprendre une situation familiale ou sociale.

Entourage

Personnes proches d'une victime (famille, ami-es, collègues, voisin-es, etc.).

Escroquerie

Infraction consistant à tromper une personne pour obtenir un avantage, de l'argent ou un bien.

ESPT (État de Stress Post-Traumatique)

Trouble pouvant apparaître après un événement traumatique et provoquer notamment :

- des souvenirs envahissants ;
- des cauchemars ;
- de l'hypervigilance ;
- de l'évitement ;
- une détresse importante.

**Établissement médico-social**

Structure accueillant ou accompagnant des personnes en situation de handicap, de dépendance ou de vulnérabilité.

Expertise médicale

Évaluation réalisée par un médecin désigné afin d'examiner une situation, un dommage corporel ou un préjudice.

Expertise psychologique

Évaluation réalisée par un psychologue à la demande d'une juridiction, d'une administration ou d'une institution.

Exécution provisoire

Application immédiate d'une décision de justice même si un recours est engagé.

Exclusion sociale

Situation dans laquelle une personne se retrouve isolée ou privée d'un accès normal à certains droits, services ou activités de la vie sociale.

Exploitation

Fait de tirer profit d'une personne en abusant de sa vulnérabilité, de sa dépendance ou de sa situation.

Exhibition sexuelle

Fait d'imposer à autrui la vue d'un acte ou d'une partie intime de son corps à caractère sexuel.

Extorsion

Infraction consistant à obtenir de l'argent, un bien ou un avantage par la menace, la contrainte ou la violence.



Famille d'accueil

Famille agréée qui accueille temporairement un enfant confié à la protection de l'enfance.

FNSF (Fédération Nationale Solidarité Femmes)

Réseau d'associations spécialisées dans l'accompagnement des femmes victimes de violences.

La FNSF gère notamment le 3919.

Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL)

Aide financière permettant d'accéder à un logement ou de s'y maintenir.

Elle peut notamment aider à payer :

- un dépôt de garantie ;
 - un premier loyer ;
 - certaines dettes liées au logement.
-

France Travail

Organisme public chargé de l'accompagnement vers l'emploi, de l'orientation professionnelle et de certaines aides à l'insertion.

Anciennement appelé Pôle emploi.

France Victimes (116 006)

Service national d'écoute, d'information et d'accompagnement des victimes.

Il propose une aide gratuite et confidentielle, quel que soit le type de violence ou d'infraction.

Flashback

Réapparition soudaine et involontaire d'un souvenir traumatique.

La personne peut avoir l'impression de revivre l'événement comme s'il se produisait à nouveau.

Foyer d'hébergement

Lieu d'accueil temporaire destiné à des personnes en difficulté, sans logement ou en situation de danger.

Foyer de l'enfance

Structure accueillant temporairement des enfants confiés à l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE).

Féminicide

Meurtre d'une femme ou d'une fille en raison de son sexe ou dans un contexte de violences liées au genre.

**Figement (réponse de survie)**

Manifestation possible de la sidération.

La personne peut rester immobile, ne plus parvenir à parler ou avoir l'impression que son corps ne lui répond plus.

Fuite (réponse de survie)

Réaction automatique consistant à chercher à échapper à un danger réel ou perçu.

Faux souvenir

Souvenir inexact ou déformé pouvant apparaître au fil du temps.

À ne pas confondre avec les difficultés de mémoire fréquemment observées après un traumatisme.



Garde alternée

Organisation dans laquelle un enfant réside alternativement chez chacun de ses parents.

Garde à vue (GAV)

Mesure permettant aux forces de l'ordre de retenir temporairement une personne soupçonnée d'avoir commis une infraction afin de l'interroger dans le cadre d'une enquête.

Gaslighting

Forme de manipulation visant à faire douter une personne de ses souvenirs, de sa perception, de ses émotions ou de sa santé mentale.

i À savoir

Le gaslighting est souvent utilisé dans les situations d'emprise et de violences psychologiques.

Gendarmerie

Force de sécurité chargée notamment de la protection des personnes, du maintien de l'ordre et des enquêtes judiciaires.

Grooming

Processus par lequel une personne gagne progressivement la confiance d'un enfant ou d'une personne vulnérable dans le but de l'exploiter ou de lui faire subir des violences, notamment sexuelles.

Guichet unique

Service regroupant plusieurs démarches ou interlocuteurs afin de simplifier les procédures pour les usager·ères.

Grossophobie

Ensemble des discriminations, stéréotypes ou comportements hostiles fondés sur le poids ou l'apparence physique d'une personne.



Handicap

Situation dans laquelle une personne rencontre des limitations ou des obstacles durables pouvant affecter certaines activités ou sa participation à la vie sociale.

Harcèlement

Répétition de comportements, propos ou actes ayant pour effet de dégrader les conditions de vie d'une personne.

Harcèlement moral

Agissements répétés provoquant une dégradation des conditions de vie, de travail ou de santé d'une personne.

Harcèlement scolaire

Violences répétées exercées par un ou plusieurs élèves à l'encontre d'un autre élève.

Harcèlement sexuel

Propos ou comportements à caractère sexuel ou sexiste imposés à une personne.

Hébergement d'urgence

Solution temporaire destinée aux personnes sans logement ou en situation de danger.

Hébergement spécialisé

Structure d'accueil adaptée à certaines situations particulières (violences, handicap, protection de l'enfance, addictions, etc.).

Homophobie

Hostilité, rejet ou discrimination envers les personnes homosexuelles ou perçues comme telles.

Hospitalisation sous contrainte

Hospitalisation décidée sans le consentement de la personne dans certaines situations prévues par la loi afin de protéger sa santé ou sa sécurité.

Hypervigilance

État d'alerte permanent fréquemment observé après un traumatisme.
La personne peut avoir l'impression de devoir constamment surveiller son environnement pour anticiper un danger.

Handiphobie

Hostilité, rejet ou discrimination envers les personnes en situation de handicap.



Incapacité

Réduction temporaire ou durable des capacités d'une personne à accomplir certaines activités de la vie quotidienne ou professionnelle.

Inceste

Violences sexuelles commises au sein de la famille ou dans un cadre assimilé comme tel.

Information préoccupante (IP)

Information transmise aux services de protection de l'enfance lorsqu'un enfant semble en danger ou risque de l'être.

i À savoir

Une information préoccupante n'est pas une condamnation des parents. Elle permet d'évaluer la situation afin de vérifier si l'enfant a besoin de protection ou de soutien.

Injonction

Ordre donné par une autorité administrative ou judiciaire.

Insertion sociale

Ensemble des actions permettant à une personne de retrouver ou de renforcer sa place dans la société.

Invalidité

Reconnaissance administrative d'une diminution durable de la capacité de travail liée à un problème de santé.

Isolement

Situation dans laquelle une personne est privée ou éloignée de ses soutiens habituels.

L'isolement peut être subi, imposé ou entretenu dans certaines situations de violences.

Islamophobie

Hostilité, préjugés, discriminations ou violences visant les personnes musulmanes ou perçues comme telles.



ITT (Incapacité Totale de Travail)

Évaluation médico-légale mesurant la gêne dans les actes de la vie quotidienne après une agression ou un accident.

i À savoir

L'ITT ne correspond pas forcément à un arrêt de travail et peut être évaluée même chez une personne qui ne travaille pas.



JAF (Juge aux Affaires Familiales)

Juge chargé des questions liées à la séparation, aux enfants, à l'autorité parentale, au droit de visite ou aux pensions alimentaires.

Juge des enfants

Magistrat chargé de la protection des mineur·es en danger et du suivi de certaines situations relevant de la protection de l'enfance.

Juge d'instruction

Magistrat chargé d'enquêter sur certaines affaires pénales complexes ou graves.

Jugement

Décision rendue par un tribunal à l'issue d'une procédure judiciaire.

Jurisprudence

Ensemble des décisions de justice pouvant servir de référence dans d'autres affaires similaires.

Justice restaurative

Dispositif permettant à des victimes et à des auteurs d'infractions d'échanger dans un cadre sécurisé et encadré, lorsqu'ils le souhaitent.

L'objectif n'est pas de réconcilier les personnes, mais de mieux comprendre les conséquences des faits et leurs impacts.

**Kbis**

Document officiel attestant de l'existence juridique d'une société commerciale.
Il contient notamment des informations sur l'entreprise, son activité, son adresse et sa direction.

**Lanceur·se d'alerte**

Personne signalant de bonne foi des faits graves, illégaux, dangereux ou contraires à l'intérêt général.

LGBTphobies

Ensemble des discriminations, violences ou comportements hostiles envers les personnes lesbiennes, gays, bissexuelles, transgenres ou appartenant à d'autres minorités de genre ou d'orientation sexuelle.

Ligne d'écoute

Service permettant d'obtenir une écoute, des informations, un soutien ou une orientation.

Livret de famille

Document officiel retraçant certains événements familiaux (mariage, naissance, adoption, reconnaissance d'un enfant, etc.).

Logement social

Logement proposé à un loyer modéré sous certaines conditions de ressources.

Loi

Règle adoptée par le Parlement et applicable à toutes et tous.



Main courante

Déclaration faite à la police ou à la gendarmerie pour signaler des faits sans déposer plainte.

i À savoir

La main courante permet de conserver une trace d'événements ou de comportements, mais elle ne déclenche généralement pas d'enquête judiciaire.

Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH)

Organisme chargé d'évaluer les besoins liés au handicap et d'attribuer certains droits, aides ou orientations.

La MDPH peut notamment attribuer :

- la RQTH ;
- la PCH ;
- la CMI ;
- certaines orientations scolaires, professionnelles ou médico-sociales.

Maltraitance

Ensemble des violences, négligences ou mauvais traitements pouvant porter atteinte à une personne.

La maltraitance peut être :

- physique ;
- psychologique ;
- sexuelle ;
- médicale ;
- institutionnelle ;
- financière ;
- ou résulter de négligences graves.

Mandataire judiciaire

Personne désignée par la justice pour représenter ou assister une autre personne dans certaines démarches.

Mariage forcé

Mariage imposé à une personne contre sa volonté.

Le consentement libre des deux personnes est obligatoire pour qu'un mariage soit légal.



Médecin légiste

Médecin chargé de réaliser certains examens médicaux à la demande de la justice ou des forces de l'ordre.

Il peut notamment constater des blessures et établir des certificats médico-légaux.

Médecin traitant

Médecin qui assure le suivi médical habituel d'une personne.

Médiateur·rice

Personne neutre chargée d'aider plusieurs personnes à dialoguer et à trouver un accord.

Médiation

Processus permettant de résoudre un conflit avec l'aide d'un tiers neutre.

Mémoire traumatique

Mécanisme lié au traumatisme pouvant faire revivre certains souvenirs avec une intensité émotionnelle importante, parfois plusieurs années après les faits.

i À savoir

La mémoire traumatique peut provoquer :

- des flashbacks ;
 - des cauchemars ;
 - de l'hypervigilance ;
 - des réactions émotionnelles intenses ;
 - des évitements.
-

Mécanisme de survie

Réaction automatique du cerveau et du corps face à un danger ou à un traumatisme.

Par exemple : la fuite, le combat, la sidération ou la soumission.

Mesure éducative

Mesure destinée à protéger un enfant et à soutenir sa famille lorsqu'une situation de danger ou de difficulté est identifiée.

Mineur·e

Personne âgée de moins de 18 ans.

Mineur·e non accompagné·e (MNA)

Jeune étranger·ère présent·e sur le territoire sans représentant légal.

**Mise à l'abri**

Mesure visant à protéger rapidement une personne en danger.

Elle peut concerner un enfant, un adulte vulnérable ou une personne victime de violences.

Mise en examen

Décision d'un juge d'instruction lorsqu'il existe des indices sérieux laissant penser qu'une personne pourrait avoir participé à une infraction.

i À savoir

Une mise en examen ne signifie pas qu'une personne est reconnue coupable.

Mission locale

Service d'accompagnement destiné principalement aux jeunes de 16 à 25 ans pour les questions liées à l'emploi, à la formation, au logement ou à l'insertion.

Mutilations sexuelles

Atteintes volontaires portées aux organes génitaux d'une personne sans raison médicale.

Les mutilations sexuelles constituent des violences graves interdites par la loi.



Négligence

Absence ou insuffisance de soins, de protection ou d'attention pouvant mettre une personne en danger.

La négligence peut concerner un enfant, une personne âgée, une personne en situation de handicap ou toute personne vulnérable.

Notification

Document informant officiellement une personne d'une décision administrative ou judiciaire.

Numéro d'urgence

Numéro permettant de joindre rapidement un service d'assistance, de secours ou de protection.

Exemples :

- **15** : SAMU
- **17** : Police
- **18** : Pompiers
- **112** : Numéro d'urgence européen
- **119** : Enfance en danger

- **3919** : Violences faites aux femmes

Numéro national d'écoute, d'information et d'orientation pour les femmes victimes de violences et leur entourage.



Obligation de soins

Mesure imposant à une personne de suivre certains soins dans le cadre d'une décision judiciaire.

Ordonnance

Décision prise par un juge.

Ordonnance de protection

Décision du juge destinée à protéger rapidement une personne victime de violences.

Elle peut notamment prévoir :

- l'interdiction d'entrer en contact ;
- l'éloignement de l'auteur présumé ;
- certaines mesures concernant les enfants ;
- l'attribution provisoire du logement.

i À savoir

L'ordonnance de protection est une mesure civile. Elle peut être demandée même en l'absence de plainte pénale.

Ordonnance pénale

Décision rendue sans audience dans certaines procédures simples.

Orientation

Action consistant à diriger une personne vers un service, une association ou un professionnel adapté à sa situation.

OQTF (Obligation de Quitter le Territoire Français)

Décision administrative demandant à une personne étrangère de quitter le territoire français dans un délai déterminé.



PCH (Prestation de Compensation du Handicap)

Aide financière destinée à couvrir certains besoins liés au handicap.

Elle peut notamment financer :

- une aide humaine ;
 - du matériel ;
 - des aménagements du logement ou du véhicule ;
 - certaines aides spécifiques.
-

Pension alimentaire

Somme versée pour contribuer aux besoins d'un enfant ou d'un ancien conjoint dans les conditions prévues par la loi.

Permanence juridique

Temps d'accueil permettant d'obtenir gratuitement des informations juridiques.

Personne de confiance

Personne choisie pour accompagner et soutenir quelqu'un dans certaines démarches, notamment médicales.

Placement

Mesure de protection consistant à accueillir temporairement un enfant en dehors de son domicile familial.

i À savoir

Le placement vise à protéger l'enfant lorsqu'il existe un danger ou un risque de danger.

Plainte

Démarche officielle permettant de signaler une infraction à la police, à la gendarmerie ou au procureur de la République.

Point Justice

Lieu gratuit d'information juridique permettant de rencontrer différents professionnels du droit.



Préjudice

Domage subi par une personne.

Le préjudice peut être :

- moral (psychologique) ;
- corporel (physique) ;
- matériel (financier) ;

Principe du contradictoire

Principe selon lequel chaque personne concernée peut faire connaître son point de vue avant qu'une décision soit prise.

Prescription

Délai au-delà duquel certaines actions en justice ne peuvent plus être engagées.

Procédure

Ensemble des démarches à suivre dans une affaire administrative ou judiciaire.

Procuration

Document permettant à une personne d'agir au nom d'une autre dans certaines démarches.

Procureur de la République

Magistrat chargé de décider des suites données aux plaintes, signalements et infractions.

i À savoir

Le procureur peut notamment décider :

- d'ouvrir une enquête ;
- de poursuivre l'auteur présumé ;
- de mettre en place une mesure alternative ;
- de classer l'affaire sans suite.

Professionnel·le référent·e

Personne identifiée comme interlocuteur principal dans un accompagnement.

Protection de l'enfance

Ensemble des dispositifs destinés à protéger les enfants en danger ou en risque de danger.



Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ)

Service de l'État chargé de l'accompagnement des mineur-es concernés par la justice.

Psychotraumatisme

Ensemble des conséquences psychologiques pouvant apparaître après un événement traumatique.

Le psychotraumatisme peut notamment entraîner :

- de l'hypervigilance ;
 - de la dissociation ;
 - des flashbacks ;
 - des troubles du sommeil ;
 - des difficultés émotionnelles.
-



Qualification pénale

Définition juridique donnée à une infraction en fonction des faits constatés.

La qualification pénale permet notamment de déterminer les infractions retenues et les peines encourues.

Quittance de loyer

Document remis par un propriétaire attestant que le loyer et les charges ont été payés.

**Racisme**

Discrimination, préjugés ou comportements hostiles fondés sur l'origine réelle ou supposée d'une personne.

Recours

Démarche permettant de contester une décision administrative ou judiciaire.

Référé

Procédure d'urgence permettant de demander rapidement une décision à un juge.

Référent·e

Professionnel·le chargé·e de suivre une situation ou un accompagnement.

Réinsertion

Processus permettant à une personne de retrouver une autonomie sociale, personnelle ou professionnelle.

Relevé d'Identité Bancaire (RIB)

Document contenant les coordonnées d'un compte bancaire.

Représentant légal

Personne autorisée à agir au nom d'une autre personne dans certaines situations prévues par la loi.

Résidence alternée

Organisation dans laquelle un enfant vit alternativement chez chacun de ses parents.

Résidence habituelle

Lieu où une personne vit principalement.

Réquisition

Demande officielle faite par la justice ou les forces de l'ordre pour obtenir un document, une information ou la réalisation d'un acte.

Rétractation

Action consistant à revenir sur une déclaration ou une demande dans les cas prévus par la loi.



Réponse de survie

Réaction automatique du cerveau et du corps face à un danger ou à un traumatisme.

Les principales réponses de survie sont :

- le combat ;
- la fuite ;
- la sidération ;
- la soumission.

RSA (Revenu de Solidarité Active)

Aide financière destinée aux personnes ayant peu ou pas de ressources.

RQTH (Reconnaissance de la Qualité de Travailleur Handicapé)

Reconnaissance accordée par la MDPH ouvrant certains droits et aménagements dans le cadre professionnel.

**Saisine**

Action de demander officiellement à une administration, une juridiction ou une autorité d'examiner une situation.

SAMU Social (115)

Service d'urgence permettant aux personnes sans solution d'hébergement d'obtenir une mise à l'abri.

Secret professionnel

Obligation pour certains professionnel·les de ne pas divulguer les informations confiées dans le cadre de leur activité.

Secret partagé

Possibilité pour certains professionnel·les d'échanger des informations strictement nécessaires à l'accompagnement d'une personne, dans un cadre légal précis.

Séparation de corps

Décision judiciaire permettant à des époux de vivre séparément sans divorcer.

Sexisme

Discrimination, préjugés ou comportements fondés sur le sexe ou le genre d'une personne.

Signalement

Démarche visant à informer une autorité qu'une personne est en danger ou risque de l'être.

Sidération

Réaction automatique du cerveau face à un danger ou à un événement traumatique.

La personne peut se retrouver incapable de parler, de bouger, de crier ou de réagir malgré le danger.

**À savoir**

La sidération est une réaction involontaire. Elle ne signifie jamais que la personne était consentante ou d'accord avec ce qui se passait.

Situation de handicap

Situation dans laquelle une personne rencontre des limitations ou des obstacles durables pouvant affecter certaines activités ou sa participation à la vie sociale.



SPIP (Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation)

Service chargé du suivi des personnes condamnées et de leur réinsertion.

Stalking

Surveillance, poursuite ou contrôle répété d'une personne pouvant provoquer un sentiment d'insécurité, de peur ou de menace.

Stress post-traumatique complexe (TSPT-C)

Forme de psychotraumatisme pouvant apparaître après des violences répétées ou prolongées.

Il peut notamment entraîner :

- des difficultés émotionnelles ;
 - des difficultés relationnelles ;
 - une altération de l'estime de soi ;
 - un sentiment d'insécurité durable.
-

Subvention

Aide financière accordée par une collectivité, un organisme public ou privé.

Soumission chimique

Administration à une personne, à son insu ou sous la contrainte, d'une substance pouvant altérer sa vigilance, son jugement ou sa capacité à réagir.

La soumission chimique peut être utilisée pour faciliter la commission de violences, notamment sexuelles.

i À savoir

La substance utilisée n'est pas forcément une drogue illicite. Il peut également s'agir de médicaments, d'alcool ou d'autres produits.

Surendettement

Situation dans laquelle une personne ne peut plus faire face à ses dettes.

Sursis probatoire

Mesure permettant à une personne condamnée d'éviter l'emprisonnement à condition de respecter certaines obligations.

**Témoïn**

Personne ayant vu, entendu ou connu des faits pouvant être utiles à la compréhension d'une situation ou d'une affaire.

Thérapie

Accompagnement réalisé par un professionnel afin d'aider une personne à faire face à ses difficultés psychologiques, émotionnelles ou relationnelles.

Titre de séjour

Document autorisant une personne étrangère à résider légalement en France sous certaines conditions.

Traite des êtres humains

Exploitation de personnes par la contrainte, la tromperie, la menace ou la violence à des fins de profit.

Elle peut notamment concerner :

- l'exploitation sexuelle ;
 - le travail forcé ;
 - la mendicité forcée ;
 - l'esclavage domestique.
-

Tribunal correctionnel

Juridiction chargée de juger les délits.

Tribunal judiciaire

Juridiction compétente pour de nombreuses affaires civiles, familiales et pénales.

Tutelle

Mesure de protection renforcée destinée aux personnes qui ne peuvent plus gérer seules leurs affaires.

Transphobie

Hostilité, rejet ou discrimination envers les personnes transgenres ou perçues comme telles.

Traumatisme complexe

Conséquences psychologiques pouvant apparaître après des violences répétées, prolongées ou vécues sur une longue période.

**UDAF (Union Départementale des Associations Familiales)**

Association pouvant accompagner les familles dans certaines démarches et exercer certaines mesures de protection juridique.

Urgence médico-judiciaire

Prise en charge permettant de constater médicalement certaines violences et de recueillir des éléments utiles à la justice.

**Validisme**

Discrimination ou traitement défavorable envers les personnes en situation de handicap.

Victime

Personne ayant subi un préjudice, une infraction ou des violences.

Victimisation secondaire

Souffrance supplémentaire causée par une mauvaise prise en charge, des jugements, des attitudes culpabilisantes ou des réactions inadaptées après les violences.

Viol

Acte de pénétration sexuelle imposé sans consentement.

Violence administrative

Utilisation abusive de démarches, procédures ou documents pour contrôler, menacer ou nuire à une personne.

Violence conjugale

Violence exercée au sein d'une relation amoureuse ou ancienne relation.

Violence économique

Contrôle, confiscation ou privation des ressources financières d'une personne.

Violence institutionnelle

Violence exercée ou favorisée par une institution ou par son dysfonctionnement.

Violence intrafamiliale

Violence commise au sein de la famille.

Violence physique

Atteinte au corps d'une personne.

Violence psychologique

Comportements visant à dégrader l'estime de soi, à contrôler, humilier, isoler, manipuler ou menacer une personne.

**Violence sexuelle**

Tout acte à caractère sexuel imposé sans consentement.

Violences sexistes et sexuelles (VSS)

Ensemble des violences fondées sur le sexe ou le genre d'une personne.

Violences sexistes et sexuelles au travail (VSST)

Violences sexistes ou sexuelles commises dans le cadre professionnel.

Violence post-séparation

Violences qui se poursuivent ou apparaissent après une rupture, notamment à travers les enfants, les procédures ou le harcèlement.



**Xénophobie**

Hostilité, rejet ou discrimination envers les personnes étrangères ou perçues comme étrangères.

**Yoyo administratif**

Expression utilisée pour décrire la multiplication de démarches répétitives, complexes ou contradictoires entre différents services.

**Zone de sécurité**

Lieu ou environnement permettant à une personne de se sentir protégée et en sécurité.
